

Premier rapport sur l'assemblée « migration » du FSE d'Athènes

jeudi 11 mai 2006, par [Réseau Migration du FSE](#) (Date de rédaction antérieure : 6 mai 2006).

Voici le texte final écrit par le réseau Migrations FSE lors de l'assemblée des Migrations et lu lors de l'assemblée des mouvements sociaux, à l'issue du Forum social européen d'Athènes (4-6 mai 2006). Un compte rendu plus détaillé du travail réalisé lors de ce forum par le réseau sera envoyé ultérieurement.

Le quatrième FSE a permis aux luttes, analyses et demandes sur le thème des migrations d'avoir une place importante. Les nombreux séminaires et rencontres ont montré la dimension Européenne et transnationale du mouvement et des luttes des migrants.

Chaque jour, ont lieu partout en Europe et pas seulement en Europe, des protestations et des campagnes contre les camps et des expulsions, pour le droit d'asile, pour une citoyenneté européenne de résidence, et contre l'exploitation du travail des migrants.

Dans ce cadre, nous proposons une journée européenne d'actions et de mobilisations.

Cela sera la troisième organisée dans le cadre du processus des forums sociaux européens.

La journée aura lieu le 7 octobre 2006.

Cette date rappelle les événements de Ceuta et Melilla, la frontière sud de l'Europe, mais aussi permet la connexion avec les actions européennes et la mobilisation internationale proposées à Bamako et en lien avec le forum social mondial de Nairobi.

En outre, nous voulons connecter notre initiative avec celle prévue par le mouvement des migrants américains en septembre, afin de souligner la dimension mondiale des luttes des Migrations.

La troisième journée d'action sera axée contre le déni de tous les droits et la criminalisation des migrants. Elles portent des revendications et des demandes claires dans le cadre de liberté de circulation et d'établissement :

- pour une régularisation inconditionnelle des sans papiers en Europe et pour l'égalité des droits de tous les migrants ;
- pour la fermeture de tous les centres de détention en Europe ;
- pour l'arrêt des politiques d'externalisation ;
- pour l'arrêt des expulsions ;

- contre la précarisation et pour la dissociation entre le permis de séjour et le contrat de travail.